

## DECLARATION LIMINAIRE CSAD DU 20 JUIN



La 11ème édition du baromètre de l'UNSA démontre le mal être en chiffres de tous les personnels de l'Éducation, de la jeunesse et du sport,

Les résultats sont profondément inquiétants pour notre société : les personnels qui portent les politiques de jeunesse et d'avenir dans notre pays expriment un découragement alarmant. 19% seulement conseilleraient leur métier à un jeune de leur entourage, 3 points de moins que l'an dernier, 91 % sont en désaccord avec les choix politiques au sein de l'Éducation Nationale. 90 % trouvent que les conditions de travail se sont dégradées. Pour la première fois la problématique de la charge de travail passe la barre des 50 %.

L'UNSA Éducation veut alerter l'opinion publique sur les fortes attentes des personnels du service public de l'éducation, de la recherche et de la culture. L'amour du métier continue à faire battre le cœur des collègues, dans 92% des réponses, mais cet enthousiasme s'effrite dans le détail. Les chiffres interrogent, quand le bonheur d'exercer le métier est plus faible en proportion chez les enseignantes et enseignants et décroît avec l'âge, mais aussi quand les chiffres sont meilleurs en éducation prioritaire, là où des moyens supplémentaires sont attribués.

La proportion de personnels qui songent à changer de métier, notamment vers le privé, est en augmentation constante depuis 2016, ce qui met en exergue un problème d'attractivité pour les métiers de la fonction publique. Les chiffres diffèrent souvent selon l'âge, le genre ou le corps d'appartenance : les conditions de travail se dégradent chez les femmes, notamment en début de carrière et les perspectives de carrière sont jugées particulièrement insatisfaisantes en milieu de carrière, entre 35 et 55 ans.

L'UNSA Éducation, au vu des résultats de l'enquête, questionne la capacité durable de la puissance publique à porter des politiques nationales, après un premier quinquennat Macron désastreux pour le dialogue social et la place donnée aux représentantes et représentants du personnel. Les changements de casting ne suffisent plus quand c'est la méthode descendante, ignorant les difficultés et les réalités du terrain, qui est rejetée, y compris par les chefs d'établissement. Cette méthode, qui s'appuie surtout sur des annonces médiatiques, doit changer. La crise de confiance est forte et inquiétante.

Mais pourtant le gouvernement s'obstine et laisse penser à la société que nous ne travaillons pas assez, avec nos 43 h en moyenne par semaine. L'Unsa Education est claire : nous ne voulons pas du pacte. Il prend en otage une grande partie

de la profession, brise le collectif dans les écoles et les établissements, génère des inégalités entre le premier et le second degré, entre les hommes et les femmes, culpabilise bon nombre de personnels.

**Le principe même d'un pacte entre l'Etat employeur et ses personnels est un mépris de notre service public. Notre arrêté de titularisation en tant que fonctionnaire, nous l'avons signé à notre entrée dans la profession. Aujourd'hui, nous exigeons légitimement d'être « juste » reconnus pour ce que nous faisons déjà, pour ce que nos différents métiers ont connu de charge de travail supplémentaire, alors même que l'écart se creusait lourdement entre nos rémunérations et le coût de la vie.**

**A coup d'annonces médiatiques, le président et son gouvernement accumulent les décisions sans connaître le terrain, se contredisant parfois, comme le SNU qui enlèvera 2 semaines de cours aux élèves volontaires.**

**Aujourd'hui, nous allons décider de fermetures de classes, impactant encore la vie des élèves et le bien être au travail des enseignants et enseignantes. Le P/E étant inférieur à la moyenne française dans notre département, nous demandons à ce que la grande majorité des fermetures soient annulées au profit des écoles en souffrance.**